



EUI WORKING PAPERS IN EUROPEAN CULTURAL STUDIES

EUI Working Paper ECS No. 90/2

**Intellectuelles et citoyenneté en France,
de la révolution au second empire (1789-1870)**

CHRISTINE FAURÉ

European University Institute, Florence

Please note

As from January 1990 the EUI Working Paper Series is divided into six sub-series, each sub-series will be numbered individually (e.g. EUI Working Paper LAW No 90/1).

EUROPEAN UNIVERSITY INSTITUTE, FLORENCE

EUROPEAN CULTURE RESEARCH CENTRE

EUI Working Paper ECS No. 90/2

**Intellectuelles et citoyenneté en France,
de la révolution au second empire (1789-1870)**

CHRISTINE FAURÉ

BADIA FIESOLANA, SAN DOMENICO (FI)

All rights reserved.
No part of this paper may be reproduced in any form
without permission of the author.

© Christine Fauré
Printed in Italy in September 1990
European University Institute
Badia Fiesolana
I-50016 San Domenico (FI)
Italy

Les femmes, en France, ne furent pas des citoyennes au XVIIIème et au XIXème siècles. C'est une capacité qu'on leur reconnut bien plus tard, après la deuxième guerre mondiale. Avec l'Ordonnance du 21 avril 1944, les françaises obtinrent enfin le droit de vote et l'éligibilité. De ce fait, la tâche de l'historienne des idées se révèle doublement périlleuse puisque nous avons affaire à une période de genèse des formes politiques de la démocratie contemporaine, mais pendant laquelle l'existence des femmes ne s'est inscrite, pour reprendre les mots de Madame de Staël, "ni dans l'ordre de la nature, ni dans l'ordre de la société"¹. Il s'en suit une difficulté à cerner les termes des débats en cours, les représentations en jeu sous la minceur des faits. Difficulté d'opérer la jonction avec les événements majeurs de la Révolution, ceux qui ont eu la capacité d'initier des ruptures, d'inaugurer des séries. Difficulté d'entrevoir les continuités, mais aussi les singularités agissantes de ce groupe. Dans quelle mesure la densité politique des événements révolutionnaires fut-elle reprise par les femmes, intériorisées dans les comportements féminins ? Les femmes furent-elles actrices de la Révolution ? Au XIXème siècle, y a-t-il eu seulement répétition d'une exclusion institutionnelle ? Dans quelle mesure la constitution de la question sociale transforme-t-elle les enjeux, malgré la redite d'un scénario déjà connu ?

Faut-il remonter jusqu'aux salons des Précieuses du Grand Siècle (XVIIème), pour comprendre comment un modèle aristocratique féminin se forma et survécut sous les Lumières ? L'historien

1. "De la littérature considérée dans ses rapports avec les institutions sociales", œuvres complètes, tome IV, Paris, Treuttel et Wurtz, 1820, p. 463.

Daniel Roche², dans un ouvrage récent, nous suggère cette continuité au cours d'un chapitre consacré à "l'éducation féminine à la Maison royale de Saint-Cyr", étant amené à discuter la thèse du livre de C.C. Lougee³ sur la préciosité, phénomène contemporain et antagoniste de la naissance de l'institution qui l'occupe. La promotion féminine avait cristallisé "des interrogations que le monde aristocratique portait sur lui-même". La réaction aristocratique avait produit un modèle éducatif à l'intention des filles, opposé aux idéaux célébrés dans les salons précieux qui regroupaient des anoblis des deux sexes, partie prenante de groupes sociaux en voie d'ascension. Dans cette perspective, une typologie des grandes salonnnières du XVIIIème siècle reste à faire.

Quels étaient au XVIIIème siècle, les réseaux de la diffusion culturelle ? Comment s'organisait le savoir ? L'histoire du livre, des sociétés savantes, des académies, nous informe sur cette réalité dont l'extension provinciale est bien connue⁴. Le savoir, cependant, était une affaire d'hommes et la société académicienne, une société masculine. Les quelques exceptions connues de dames académiciennes ne faisaient que confirmer la règle⁵. La société maçonnique, si impor ante au XVIIIème siècle par les formes de

-
2. Daniel Roche, "Les républicains des lettres, gens de culture et Lumières au XVIIIème siècle", Paris, Fayard, 1988.
 3. C.C. Lougee, "Le paradis des femmes, women, salons and social stratification in seventeenth century", Princeton University Press, 1976.
 4. Daniel Roche, "Les siècles des Lumières en Province, académies et académiciens provinciaux (1660-1789)", Paris-La Haye, Mouton, 1978, 2 volumes.
 5. A Rouen et à Lyon, Mme du Bocage, Mme des Houillères à l'Académie d'Arles, à l'Académie des jeux floraux de Toulouse, furent cooptées successivement quatre femmes. In Daniel Roche, "Le siècle des Lunières en Province", Op. cit., tome 1, p. 193.

sociabilité qu'elle instaura entre membres de différents groupes sociaux, n'admettait pas les femmes. Les Constitutions d'Anderson, un des textes fondateur, en excluait les femmes. Les loges d'adoption créées à partir de 1774 par le Grand Orient de France, ouvertes aux femmes, ne semblèrent pas avoir joué un grand rôle pour les intellectuelles de l'époque. Elles étaient fréquentées par les dames de la haute noblesse, et seule peut-être Mme de Genlis paraît s'en être mêlée⁶.

La réunion des Etats généraux en 1789, à l'appel du roi Louis XVI, suscita, on le sait à travers la rédaction des Cahiers de doléances, l'expression d'une parole différenciée. L'intellectuel vit là l'occasion de mettre à contribution ses idées sur le monde. Les exemples ne manquent pas : Condorcet fut par exemple le rédacteur des Cahiers de Mantes et de Meulun. Dans les Cahiers paroissiaux et ceux des corporations, un discours moins sophistiqué fut tenu, miroir reflétant l'état social du pays que les habitants se tendaient à eux-mêmes. Que nous disent-ils des femmes ? Peu de choses. "Les Cahiers de doléances féminins ne sont pas nombreux, ceux qui nous sont parvenus proviennent en majorité de communautés religieuses ou de communautés marchandes"⁷. A ces Cahiers de doléances rédigés par des groupes restreints pour défendre des intérêts vécus s'ajoutaient d'autres textes dont la portée était plus générale, élevant l'argumentation au rang des

6. Dictionnaire de la Franc-maçonnerie, sous la direction de Daniel Ligou, Paris, PUF, 1987, (au mot adoption).

Mme de Genlis (1746-1830), femme de lettres, auteur "de conseils sur l'éducation du Dauphin" (1790), "des leçons d'une gouvernante" (1791) et de célèbres mémoires sur la Révolution française (1825).

7. "Cahiers de doléances des femmes en 1789 et autres textes". Préface de Paule-Marie Duhet, Paris, Paris, Des femmes, 1981, p. 12.

principes économiques ou sociaux. Bien que souvent anonymes, ils émanaient d'intellectuelles qui donnaient dans la Philosophie : Pétitions des femmes du Tiers-état du roi (1er janvier 1789), Cahiers des doléances et réclamations des femmes de Madame Bxxx Bxxx, 1789, pays de Caux... En discordance, de nombreux textes satiriques ou faux cahiers féminins virent le jour, afin de neutraliser par le rire les possibilités d'expansion de ces ambitions féminines. Les femmes ne seront pas directement représentées aux Etats généraux⁸, elles ne siégeront donc pas à la Constituante et se contenteront de suivre les débats en spectatrices mais elles ponctueront le cours des événements par des manifestations sporadiques d'inspiration mêlées où la question du ravitaillement rejoignait le politique.

L'existence de cette foule révolutionnaire si souvent féminine modifiera le comportement de l'intellectuelle. Tout comme pour son homologue masculin, il y a eu passage de l'ère philosophique à l'engagement patriotique. Désormais, les discours écrits et oraux de ces femmes témoigneront de ce peuple qui lui confère sa légitimité : "Action héroïque d'une Française ou la France sauvée par les femmes" (sept. 1789) par Olympe de Gouges⁹, "Appel aux Françaises sur la régénération des mœurs et nécessité de

8. Les femmes nobles jouissaient d'un droit de représentation confirmé par l'article XX du règlement royal de janvier 1789 qui en fixait les modalités : "Les femmes possédant diversement, les filles et les veuves, ainsi que les mineures jouissant de la noblesse, pourvu que les dites femmes, filles, veuves et mineures possédant des fiefs, pourront se faire représenter par des procureurs près de l'ordre de la noblesse... De la même façon les chapitres et communautés de femmes peuvent être représentés". In Cahiers de doléances, *ibid.* Op. cit. p. 9.

9. "Les femmes dans la Révolution française", Paris, Edhis, 1982, 2 volumes. Cet ouvrage contient le fac similé de tous les textes que nous citons.

l'influence des femmes dans un gouvernement libre" par Etta Palm née d'Aelders (25 mai 1791), "Les droits de la femme" signés de Gouges¹⁰ (automne 1791), ou encore le discours de Théroigne aux 48 sections (publié après le 10 août 1792).

Ces femmes auteurs ont souvent fait l'objet d'une biographie¹¹. D'une origine sociale modeste, ce fut le cas pour Olympe et Théroigne - d'une instruction précaire, elles appartinrent à la première vague des femmes qui se manifestèrent par l'audace de leurs interventions. Trop singulières dans leur aspiration et leur mode de vie, elles ne parvinrent pas à réunir les suffrages féminins sur leurs personnes et furent les victimes de règlement de compte¹². La tentative d'un journalisme populaire à l'intention des femmes¹³, bien qu'éphémère, attestait par ailleurs l'existence d'une mobilisation inquiétante pour les directions politiques des femmes du peuple. La Société des

10. Dans l'article XI de sa déclaration, elle fait parler la citoyenne en style direct sur la recherche de paternité. Cf. : Christine Fauré, "La démocratie sans les femmes, essai sur la littérature en France", Paris, PUF, 1985. Traduction en langue anglaise en cours, Indian University Press, U.S.A.

11. Olivier Blanc, "Olympe de Gouges", Paris, Syros, 1981.

12. Après sa déclaration au procès du roi, Olympe de Gouges avait été malmenée par une foule rassemblée en bas de chez elle ; Théroigne fut flagellée par des dévotes de Robespierre et de Marat le 15 mai 1793. In "Théroigne de Méricourt", ibid. Op. cit. p. 152.

13. "Lettres bougrement patriotique de la mère Duchêne", conçues sur le modèle des journaux Père Duchesne qui paraissent sur 18 numéros, entre février et avril 1791. Ces lettres suivies du Journal des femmes furent rééditées chez Edhis (Paris), 1989.

Citoyennes républicaines révolutionnaires¹⁴ formée le 13 mai 1793, société exclusivement féminine avait pour objectif de contrôler ces mouvements populaires conduits par des femmes, blanchisseuses et poissardes surtout, contre l'accaparement. Le féminisme théorique et individuel d'une Olympe de Gouges se trouvait recusé par ces formes collectives de revendications féminines.

L'Encyclopédie avait refusé aux femmes le titre de citoyenne¹⁵; l'abbé Sieyès¹⁶ à la Constituante émet des réserves similaires dans son projet de Déclarations des droits de l'homme. Condorcet¹⁷ reconnu comme l'ami des femmes fit silence sur la question des suffrages des femmes, dans son plan de Constitution présenté à la Convention nationale les 15 et 16 février 1793, l'an II de la République. L'usage inflationniste de l'appellation de citoyenne compensait la permanence de cette non inscription. Cette pratique sociale, malgré sa persistance ne réussit pas à entamer la méfiance du personnel politique masculin à l'égard des femmes. Comment exprimaient-elles leur lien à la chose publique ? Les Citoyennes Républicaines Révolutionnaires de 1793 légitimaient

-
14. L'histoire des clubs féminins est mal connue.
Pour Paris cf. Dominique Godineau, "Citoyennes tricoteuses, les femmes du peuple à Paris pendant la Révolution Française", Paris, Alinéa, 1988.
Dans cet ouvrage, nous trouvons la référence d'ouvrages et d'articles consacrés aux clubs féminins en Province (Besançon, Orléans et Toulouse).
 15. Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers. Vol. II, 1ère édition 1751-1780, p. 488
article écrit par Diderot, Stuttgart, Bad Cannstatt, 1966.
 16. "Les femmes, du moins dans l'état actuel, les enfants, les étrangers ne doivent point influencer activement sur la chose publique" ; "Les Déclarations des droits de l'homme de 1789", textes réunis et présentés par Christine Fauré, Paris, Payot, 1988, p. 21.
 17. Christine Fauré, "Condorcet et la citoyenne". In Corpus, revue de Philosophie, n°2, Janvier 1986.

ainsi leurs activité de club féminin : "Le droit et le devoir de tenir leur place dans l'ordre social et de concourir à l'utilité commune", "Le club est un des éléments du corps social", "La Déclaration des Droits est commune à l'un et à l'autre sexe"¹⁸. Cette insistance sur leur vocabulaire social, sur leur existence publique peut sembler étrange lorsqu'on sait d'après les travaux d'Arlette Farge "La confusion" qui existait en cette fin de siècle "entre le domaine privé et public" et "l'impossible opposition entre ouvert et fermé" : "les espaces communiquent souvent, donnent les uns sur les autres et ne protègent pas"¹⁹. Les clubs féminins s'alimentaient à cette fluidité sociale. Le législateur en décrétant la fermeture des clubs de femmes en 1793, prétendait à une répartition spatiale des deux sexes²⁰, en public et privé au nom de la prudence et de la décence ; il entendait mettre fin à une politisation de la vie quotidienne et donc au développement endémique de l'espace public. Désormais l'espace devait être sexué sans possibilité de confusion. Dans ce sens, la mesure symbolique de l'exclusion des femmes soldats du 30 avril 1793²¹, mais aussi le décret de la convention désignant les femmes comme un danger

18. In "Citoyennes tricoteuses", *ibid.* Op. cit. p. 273.

19. Arlette Farge, "La vie fragile, violence, pouvoir et solidarités à Paris au XVIII^e siècle", Paris, Hachette, 1986, p. 28.

20. Cf. "La Démocratie sans les femmes", Op. cit. p. 273.

21. "Comme l'exprime très clairement Collot de Herbois, ces femmes soldats brouillaient la représentation habituelle de la différence des sexes ... la présence féminine à l'armée ne pouvait être celle des guerrières, mais celle de nourricières : seules les cantinières et les blanchisseuses y furent tolérées par le décret", in "citoyennes tricoteuses", Op. cit. p. 264.

pour l'ordre public, après les émeutes de prairial an III²².

La sécularisation du mariage dans la Constitution de 1791 avait permis la législation sur le divorce (20 sept. 1792), conséquence de la publicisation de la vie privée²³. Cette loi concrétisait une grande espérance des révolutionnaires : un régime de liberté de la famille allait régénérer les mœurs et mettre un obstacle à la prostitution. Au lieu d'être rare, le divorce se multiplia dans des proportions inattendues, conçu comme l'agent d'une clarification sociale, il fut parfois détourné de ces fins et devint l'instrument d'agissements occultes : des femmes d'émigrés l'utilisèrent pour prévenir la confiscation de leur patrimoine²⁴. Si le Code civil de 1804 conservera le divorce en déterminant étroitement des causes, la loi de 1816 l'abolira. Ainsi disparaîtra pour de longues années la possibilité d'une ouverture sociale qui se jouait en faveur des femmes, dans le champ de la vie privée là où la Révolution avait été le plus sensible.

Le dimorphisme affirmé de la vie politique, parachevé par celui du Code civil de 1804 qui proclamait l'obéissance de la femme à son mari, "devint la cible des intellectuelles du début du

22. "La Convention nationale décrète ... que toutes les femmes se retirent, jusqu'à ce qu'autrement soit ordonné, dans leurs domiciles respectifs ; celles qui, une heure après l'affiche du présent décret, seront trouvées dans la rue, attroupées au-dessus du nombre de cinq, seront dispersées par la force armée" (Le Moniteur 28 mai 1795).
23. Lynn Hunt, "Révolution Française et vie privée", in "Histoire de la vie privée" sous la direction de Michelle Perrot, Paris, Seuil, 1987.
24. Marcel Garaud (manuscrit mis à jour et complété par Romuald Szamkiewicz), "La Révolution Française et sa famille", Paris, PUF, 1978, p. 82.

siècle. Madame de Stael, tout en renouvelant sa confiance dans l'idéal des lumières, dans le progrès de l'esprit humain à l'instar de Condorcet, écrivait cependant depuis la Révolution, les hommes ont pensé qu'il était politiquement et moralement utile de réduire les femmes à la plus absurde médiocrité²⁵. Ce désenchantement avait d'autant plus sa raison d'être, que de manière tout à fait contemporaine, Sylvain Maréchal, rédacteur en 1796 du Manifeste des Egaux, publiait en 1801 une brochure intitulée "Projet d'une loi portant défense d'apprendre à lire aux femmes"²⁶. Cette brochure fut vivement combattue par Mesdames Clément-Hemery et Gacon-Dufour. Madame Gacon-Dufour qui avait été un moment lectrice à la cour de Louis XVI, auteur de manuels d'économie rurale, d'écrits polémiques et romans, était une femme de la transition. Elle contestait sa qualité de femme de lettres, notamment dans la brochure anonyme qu'elle rédigea contre le projet de loi de Maréchal. En signant "par une femme qui ne se pique pas d'être femme de lettres"²⁷, elle abandonnait le terrain de la distinction pour se situer au-delà des raisons sociales comme être de raison. Germaine de Stael par contre, affirmait ce titre avec force et dénonçait les difficultés qu'une femme rencontrait dans l'exercice de ses talents²⁸. Elle endossait ce rôle de femme d'influence que l'ancien régime avait produit et à travers une opposition politique, se voulait promotrice d'un élargissement social du pouvoir qu'incarnait à ses yeux l'instauration d'une monarchie constitutionnelle.

25. "De la littérature", Op. cit. p. 468.

26. Geneviève Fraisse, "Muse de la raison, la démocratie exclusive et la différence des sexes", Paris, Alinéa, 1989.

27. Cf. "Muse de la raison...", Op. cit. p. 37.

28. "De l'influence des passions sur le bonheur des individus et des nations" (1796), œuvres complètes, tome III. Paris, Treutel et Wurtz, 1820.

La constitution de la question sociale par les fondateurs de la pensée socialiste réorienta le débat et découvrit une nouvelle typologie d'intellectuelles. Fourier²⁹ avait souligné l'avalissement des femmes en civilisation. Prosper Enfantin³⁰ fit de l'affranchissement des femmes et de la recherche de la femme Messie, une des lignes force de son action. Chez les adeptes de Saint-Simon, quelques figures féminines se détachèrent du peloton d'origine : elles n'étaient pas ingénieurs, philosophes, économistes mais ouvrières et fondèrent hors du centre masculin la première revue exclusivement féminine : "La femme libre", sous-titre : "L'appostolat des femmes", où les femmes ne signaient que de leur seul prénom³¹. Deux ouvrières lingères, Marie-Reine Guindorf et Désirée Véret bientôt rejointes par Suzanne Voilquin, brodeuse, furent ces premières femmes journalistes³². Dès le premier numéro, le 15 août 1832, à Paris, l'affranchissement des femmes est réclamé aux côtés du prolétaire. En cette période de turbulence révolutionnaire qui va de la révolution de juillet 1830 aux insurrections d'avril 1834, "La femme libre" revendiquait pour les femmes un titre, une dignité et une participation aux "degrés industriels". Le sentiment d'appartenir à une communauté dessaisie de son humanité par le manque conjugué de forces matérielles et intellectuelles avait inspiré à ces ouvrières deux objectifs prioritaires : combattre la discrimination sur le marché du travail, condition première pour échapper à l'existence précaire

29. Charles Fourier, "Théorie des quatre mouvements et des destinées générales", Leipzig, 1808.

30. Exposition de la doctrine de Saint-Simon, in Le Globe, le 18 juin 1831.

31. Femmes prénommées : les prolétaires saint-simoniennes, rédactrices de la "Femme libre", 1831-1834, par Lydia Elhadad, Les révoltes logiques, n°4 et 5, hiver-printemps, 1977.

32. Laure Adler, "A l'aube du féminisme, les premières journalistes (1830-1850)", Paris, Payot, 1979.

qui précipite "la femme pauvre"³³ dans la prostitution, acquérir une éducation qui permettra notamment une autonomie de jugement en matière politique. Ces premières femmes journalistes inauguraient des revendications qui seront celles de tout le XIXème siècle. L'appartenance à part entière au monde industriel était dotée d'une valeur positive en dépit des difficultés que connaissait la condition ouvrière, elle était porteuse d'une modernité de la condition humaine. Flora Tristan, dans son ouvrage "L'Union ouvrière"³⁴ formulera cette hypothèse en intégrant l'émancipation des femmes dans un affranchissement plus général : c'est au prolétaire français que revient la reconnaissance de l'égalité des sexes. Le préambule de la Déclaration des droits de l'Homme de 1789 lui fournira le cadre de sa mise en scène, celle du prolétaire énonçant les droits de la femme. Elle donnera ainsi à sa démarche la dimension universelle souhaitée puisqu'en l'occurrence il s'agissait des femmes considérées dans leur humanité, dans leur complétude et non plus d'une race particulière stigmatisée par un mépris séculaire. "Ouvriers, soyez en sûrs, si vous avez assez d'équité, de justice, pour inscrire dans votre charte le quelques lignes que je viens de tracer, cette déclaration des droits de la femme passera bientôt dans les moeurs ; des moeurs dans la loi. Alors, mes frères, et seulement alors, l'unité humaine sera constituée. Fils de 89, voilà l'oeuvre que vos pères vous ont léguée !" ³⁵. A travers ces paroles, Flora Tristan apparaissait peu sensible aux oppositions symboliques qui sépareront 1789 et 1793, en révolution des notables et révolution populaire consacrant la valeur du travail ; son souci étant ailleurs, elle trouvait son compte dans la capacité

33. Julie Daubié, "La femme pauvre au XIXème siècle", Paris, Guillaumin, 1866.

34. "L'Union ouvrière", Paris, Prévost, Rouanet, 1834.

35. "L'Union ouvrière", Op. cit. p. 71.

généralisatrice de la Déclaration des droits de 1789 dont elle entendait investir la parole ouvrière.

Cette littérature militante se faisait l'écho d'une exclusion personnelle, dont ces femmes saint-simoniennes, ou Flora, "la paria"³⁶ avaient été l'objet. L'englobement dans la classe ouvrière de la condition féminine était aussi un moyen de combattre une solitude, un rejet social dont elles avaient souffert. La transparence des relations interpersonnelles permettait d'anticiper une société meilleure sur le modèle d'une seule et même famille.

Pendant les événements de 1848, le journal "La Voix des femmes", quotidien fondé par Eugène Niboyet (19 mars au 20 juin 1848) devint le réceptacle des espérances exprimées dans cette première moitié de siècle. Discours d'origine composite où l'on pouvait reconnaître tour à tour le mysticisme saint-simonien, des traces de l'utopie fouriériste ou icarienne. La cohésion générale du journal était assurée par une tonalité moralisante caractéristique des femmes de 1848³⁷. "La Voix des femmes" en reprenant le thème d'une obligation réciproque entre citoyenneté et chose publique, appuyait la revendication d'une citoyenneté féminine sur la nécessité d'une moralisation des individus dans la famille : "Nos actes justifient notre foi, nous ne discutons pas, nous agissons pour conquérir nos droits, nous multiplions nos devoirs, c'est par le côté moral que nous voulons être

36. "Les pérégrinations d'une paria" (1833-1834) par Madame Flora Tristan, Paris, Bertrand, 1838.

37. Geneviève Fraisse, "Les femmes libres de 1848, moralisme et féminisme", in Les Révoltes logiques, n°10, 20 mars 1848.

acceptées"³⁸. Ce journal proposait la représentation d'une puissance féminine : "Elles sont prêtresses par leur nature, comme les prêtres de toutes les religions le sont par leur attributions et la fonction sacerdotale qu'elles exercent depuis des siècles dans la famille et autour d'elles, devra prendre rang comme fonction sociale afin de s'étendre successivement à la grande famille humaine"³⁹. L'idée d'une citoyenneté s'accompagnait d'une valorisation de la vie familiale et de la constitution d'un pouvoir maternel, garant de l'équilibre de la vie publique et de la régénération de l'Etat. Quel était le fondement de cette représentation ? Une explication socio-économique peut être avancée à partir des travaux de Louise Tilly et Joan Scott⁴⁰.

Dans cette première moitié de siècle, la France contrairement à l'Angleterre était encore très rurale. Avec l'industrialisation s'amorçait cependant un nouveau mode d'économie familiale où le travail des femmes n'était plus défini par le besoin en main-d'oeuvre mais la nécessité d'acheter pour la famille la nourriture, de payer le loyer. L'introduction de cette économie de salaire familiale nécessitait un équilibre entre les salariés et les consommateurs, souvent arbitré par la mère de famille⁴¹. Et il est frappant que ce soit au titre de cette solidarité familiale, de cette qualité de bonne ménagère que les femmes libres de 1848 revendiquaient leur droit, à l'égal de leur compagnon. "Le droit de voter comme celui de travailler, le droit de divorce comme celui d'épargner, tous les droits sont un jour ou l'autre réclamés

38. *La Voix des femmes*, journal socialiste et politique, organe des intérêts de toutes, n°11, 31 mars 1848.

39. Désirée Gay, *La Voix des femmes*, n°10, 20 mars 1848.

40. Louise Tilly et Joan Scott, "Les femmes, le travail et la famille", Paris, Rivages/Histoire, 1987.

41. Ibid. Op. cit. p. 130.

à partir de devoirs bien remplis, toujours les mêmes, ceux de l'épouse, de la mère et de la ménagère"⁴². Fallait-il voir dans la valorisation de ces situations féminines, la volonté de donner du poids à la vie privée et d'ainsi contrebalancer un partage injuste qui privait les femmes d'un accès à la chose publique ? En fait, les choses étaient moins simples. Arrêtons-nous sur un texte politique signé par les Vésuviennes⁴³ intitulé "Constitution politique des femmes" (1848). "La vie publique est notre but, la condition de la vie menée est notre moyen", écrivaient-elles. Dans la définition de la vie publique, se trouve mentionné "l'état des citoyennes" qui se perd "par le refus de se marier après 21 ans accomplis, et par "la condescendance avouée ou prouvée aux opinions politiques de son mari". Dans le chapitre second, consacré à l'économie politique, les droits des citoyennes sont "égalité, liberté, sûreté, propreté, éducation, libre accès aux emplois publics, civils, religieux et militaires, liberté

42. *La Voix des femmes*, n°11, 31 mars 1848.

43. "Les Vésuviennes ou la constitution politique des femmes", Paris, 1848. Bibliothèque nationale, Lb 53 1298.

Elles se définissaient ainsi dans la brochure : "C'est le premier nom de dérision qui a servi à nous désigner au ridicule et nous mettons notre amour propre à réhabiliter. Puis il peint merveilleusement notre position et plus qu'aucun autre il exprime notre pensée ; seulement la lave si longtemps contenue qui doit enfin se répandre autour de nous, n'est nullement incendiaire, elle est toute régénératrice" (p.4).

La première communauté Vésuvienne fut établie à Belville. Le 26 mars, au pied de la colonne Vendôme, toute une légion de jeunes femmes de 15 à 30 ans, défila derrière une bannière tricolore où était inscrit le mot "Vésuvienne". In "Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français", publié sous la direction de Jean Maitron, Première partie (1789-1864), Tome I. Paris, Les Editions Ouvrières, 1964, p. 268, su nom Borme (Daniel).

d'opinion, de pensée, d'association et de pétition". Ces droits sont assortis de devoirs définis dans le chapitre III : service militaire de 5 ans, garde civique, service des hospices et garde des maisons de charité et monuments réservés aux sciences et aux arts. Le lien à instaurer entre l'activité féminine et la vie publique se tisse essentiellement à travers l'exercice d'une activité, sous la forme symbolique d'un service militaire ou civique. Dans la définition de la vie privée, l'insolite pour le lecteur du vingtième siècle, réside dans cette obligation de se marier : "Le mariage est une loi sacrée de la nature, il est obligatoire pour les deux sexes, à 21 ans pour les femmes, à 26 ans pour les hommes". Cette obligation était garantie par un système contraignant : (Art. II) : "Un tribunal bisexuel jugera les cas d'exception", (Art. III) : "Le veuvage sans enfants ne pourra durer plus de deux années, si la femme a moins de 40 ans et l'homme moins de 45 ans".

Le divorce fait l'objet d'un chapitre entier (chapitre III) : n'étant qu'un remède, "il doit être ordonné qu'avec prudence sa justice est dans sa moralité". Cette pondération à l'égard du divorce est un écho des abus révolutionnaires. Cependant, l'égalité dans le divorce entre les époux reste affirmée. Le chapitre II, consacré aux soins du ménage, ne s'adressait pas exclusivement aux femmes mais aux individus des deux sexes, car le modèle associatif prime dans la relation entre les hommes et les femmes. (Art. I) "Le mariage étant une association, chacun des deux époux doit en partager les travaux". En cas de manquement, une pénalité était prévue : (Art. III) : "Tout mari qui refusera de remplir sa part des soins domestiques sera condamné par un tribunal ad hoc, à prendre au lieu de son service personnel dans la garde nationale, le service de sa femme dans la garde civique". A l'article V, il est dit en outre que les femmes doivent travailler insensiblement à faire effacer les différences qui

existent entre le costume masculin et féminin". Ce qui situe les Vésuviennes dans la lignée des préoccupations des révolutionnaires du siècle passé concernant le costume : simplification et uniformisation⁴⁴. En fait, ce souci vestimentaire s'articulait sur une représentation inflationniste de la vie publique malgré la dichotomie respectée entre les deux sphères. Les modalités d'organisation de l'une et de l'autre devenaient identiques. De là, l'instauration d'un tribunal statuant sur la répartition des travaux domestiques. La valorisation de la fonction familiale et maternelle à travers l'obligation de mariage s'inscrivait dans un esprit public. La vie privée sous surveillance apparaissait dépourvue d'initiative personnelle. Cette conception rappelait les idées étatiques de Saint-Just sur le mariage : "Les époux qui n'ont pas eu d'enfants pendant les sept premières années de leur union et qui n'en ont point adoptés, sont séparés par la loi et doivent se quitter"⁴⁵.

La régénération de l'Etat exigeait une intériorisation sans faiblesse des lois de la collectivité, intériorisation frappée au coin de l'impersonnalité. Les Vésuviennes traquèrent avec intolérance similaire, les secrets de la vie intime.

Cette analyse de contenu nous apparaît autrement significative pour une étude du rapport des femmes à la citoyenneté que le simple rappel historique des faits : disons seulement qu'après le décret du suffrage universel, la décision concernant le vote des femmes fut renvoyée à l'Assemblée nationale. Le 6 avril 1848 "L Voix de femmes" proposa Geroge Sand comme député. Cette dernière

44. "Histoire de la vie privée", Op .cit. p. 24 à 28.

45. Louis Léon Saint-Just, "Fragments sur les institutions républicaines", ouvrage posthume de Saint-Just, Paris, Techener, 1831, p .61.

refusa cette proposition par voix de presse : "Je n'ai pas l'honneur de connaître une seule des dames qui forment des clubs et rédigent des journaux"⁴⁶. La fermeture de clubs, l'échec financier du journal trahissaient la fragilité de la base sociale des revendications féminines. "La politique des femmes", journal fondé par Jeanne Deroin ne tiendra que deux mois, du 15 juin au 5 août 1848. Le coup d'Etat du 2 décembre 1851 entraîna la répression des femmes qui avaient participé aux événements de 1848. Pauline Roland⁴⁷ fut déportée en Algérie en 1852 et mourut à son retour de la même année. Jeanne Deroin s'exila à Londres d'où elle publia un almanach⁴⁸ des femmes jusqu'en 1854. Les années 1860 marquèrent un tournant de la solidarité des femmes avec les intérêts de la classe ouvrière : la polémique anti prudhonienne instaurée par Jenny d'Héricourt⁴⁹ et Juliette Lamber⁵⁰ traduisait un effritement des relations entre les deux parties. Proudhon avait été député à la Constituante de 1848 et créateur de la banque du peuple.

En s'attaquant à ce symbole de la pensée ouvrière, Jenny d'Héricourt s'en prenait à une idéologie qui imprégnera de manière

46. Edith Thomas, "Les femmes de 1848", Paris, PUF, 1948, pp. 40-41.

47. Edith Thomas, "Pauline Roland, Socialisme et féminisme au XIXème siècle", Paris, Rivière, 1956.

48. "Aujourd'hui, un almanach ne doit pas seulement indiquer les variations de la température... amis les variations et les tendances diverses des esprits et le progrès des vérités sociales", écrivait-elle en 1852. Dans ces trois almanachs annuels (l'année 1853 est une édition bilingue) elle publia de nombreux auteurs favorables à la cause des femmes tels : Stuart Mill, Legouvé, Victor Considérant (la Démocratie pacifique), Pierre Leroux et Schoelcher.

49. "Les femmes affranchies, réponse à Michelet, Proudhon, de Girardin, A. Comte et autres novateurs modernes" par M. Jenny d'Héricourt. Paris, Bruxelles, 1850.

50. Juliette Lamber, "Idées antiprudhoniennes sur l'amour, la femme et le mariage", Paris, Taride, 1858.

diffuse le mouvement ouvrier jusqu'au début du siècle prochain : l'infériorité physique, intellectuelle et morale de la femme, ou tout au moins sa différence naturelle justifiait sa mise à l'écart de la chose publique. L'égalité entre les sexes lui apparaissait comme une aberration de la nature, une monstruosité renouant avec le mythe platonicien de l'androgynie⁵¹. La femme était par nature ménagère et à ce titre, incapable d'une activité politique démocratique. Ce discours sur la nature domestique des femmes quelque soit par ailleurs les singularités du propos proudhonien sur les femmes sera promis à u grand avenir : les incursios grandissantes des femmes dans le secteur de la production menaçaient d'aggraver la misère populaire. La gestion de la crise par la garantie du travail exigeait le renvoi des femmes au foyer. Le relevé de citations particulièrement odieuses à l'égard des femmes qui fit Jenny d'Héricourt, extrait de l'oeuvre déjà publiée de Proudhon masquait cette concurrence éconmique pour s'en tenir au terrain psychologique d'un débat sur l'amour et le mariage. La dimension associative qu'il refusait au couple s'articulait sur une critique de la démocratie formelle et du suffrage universel. Le droit au travail devait s'assortir de garantie mutuelle qui assurait à chacun "l'instruction, le travail, la libre disposition de ses facultés, l'exercice de son industrie, la jouissance de sa propriété, l'échange de ses produits et services". Or cette qualité de producteur était un attribut masculin, la femme étant contournée dans la consommation et l'entretien. L'assymétrie des deux sexes dans la représentation de la fonction économique correspondait au XIXème siècle, de la division du travail et à la séparation grandissante des lieux de production et de consommation bien qu'une fluidité des rôles

51. P.J. Proudhon "Amour et mariage", Paris, Lacroix, 1876, p. 201.

sociaux pût exister, démentant à travers l'industrie textile à domicile par exemple, ce partage des espaces⁵². La critique des socialistes utopistes, fouriéristes et saint-simoniens, favorables à l'émancipation féminine fortifia sa misogynie personnelle. Et la violence dont il fit preuve à l'occasion des attaques de Jenny d'Héricourt, rejoignait à certains égards, la volonté polémique de jeter le discrédit⁵³ sur des idéologies jouissant encore d'un certain prestige.

Si les maximes de Proudhon à l'égard des femmes, sont bien connues, la biographie de celle qui les suscita, "Jenny d'Héricourt", reste inconnue. Qui était Jenny d'Héricourt, cette philosophe qui mena bataille contre l'idéologue P.J. Proudhon? Grâce aux découvertes récentes de Karen Offen⁵⁴, nous apprenons la trajectoire compliquée de cette intellectuelle, expatriée aux Etats Unis à partir de 1864. Cette ignorance concernant son auteur qui eut en son temps un impact européen⁵⁵, nous apparaît

52. Michelle Perrot, *La femme populaire rebelle*. In "L'Histoire sans qualités", Paris, Galilée, 1979, pp. 130-131.

53. "Vous êtes une égalise des proxénètes et de dévergondées. Voilà mon dernier mot. Le saint-simonisme, ou la pornocratie rend haïssable jusqu'à la femme". Cf. : "La pornocratie des femmes dans les temps modernes", par J.P. Proudhon, Pris, De Lacroix, 1875, p. 166.

54. "Qui est Jenny d'Héricourt ? Une identité retrouvée". Bulletin de la société d'histoire de la Révolution de 1848 et des révolutions au XIX^{ème} siècle, 1987.

55. "On sait que pendant les années 1850, Jenny P. d'Héricourt contribua d'une manière significative à la renaissance du débat européen sur la question des femmes, après les événements catastrophiques de 1849-1851. Ses articles publiés à Paris dans la revue philosophique et religieuse, en Italie, dans "La Regione", et aussi semble-t-il en Angleterre

caractéristique des difficultés à établir les jalons d'une histoire des idées et des femmes. Le mode biographique cependant par lequel nous connaissons la vie de ces femmes méconnues, quels que soient par ailleurs les mérites du genre en matière de découvertes, renforce une vision d'exceptionnalité⁵⁶ et psychologise les situations historiques évoquées.

La construction de l'intellectuelle féministe⁵⁷ de la fin du dix-neuvième siècle et du début du vingtième, passait par cette désunion avec les intérêts de l'ouvrier. Cette désunion marquera l'histoire du socialisme⁵⁸; la vie syndicale⁵⁹ et celle des partis politiques s'en ressentiront. Ils seront sporadiquement traversés par un mécontentement et un désir d'autonomie de la part des effectifs féminins. Le travail des femmes, leur accès à tous les emplois apparaissaient comme la clef de leur émancipation sociale

(Footnote continued from previous page)

et en Allemagne, eurent une influence remarquée sur les penseurs européens. Son influence sur le penseur russe M.L. Mikhaïlov, qui introduisit la question des femmes en Russie, pendant les années 1860 est certain ; et ses articles semblent aussi avoir stimulé la naissance du mouvement pour les droits de la femme en Italie". In : "Qui est Jenny d'Héricourt ? Une identité retrouvée", Op. cit. p. 87.

56. Michel Riot-Sarcey, Eleni Varikas, "Réflexions sur la notion d'exceptionnalité", "Le genre de l'histoire", Les Cahiers du Grif, Paris, Tierce, Printemps 1988, n° 37-38.

57. La première occurrence de l'adjectif "féministe" a été trouvée par Geneviève Frasse, dans un ouvrage d'Alexandre Dumas-fils, "L'homme-femme", publié en 1872. In Muse de la raison, Op. cit. p. 198.

58. Charles Sowerwine, "Les femmes et le socialisme", Paris, Presses de la fondation des sciences politiques, 1978.

59. Madeleine Guilbert, "Les femmes et l'organisation syndicale avant 1914", Paris, CNRS, 1966.

et politique. Sous la troisième république⁶⁰, la mise en oeuvre d'une instruction féminine allait donner sa chance à l'affranchissement politique des femmes.

Les difficultés de la relation femmes/citoyenneté au XVIIIème siècle et au XIXème siècle, nous invite à penser que toute citoyenneté n'est pas seulement un "droit mais aussi un statut"⁶¹ qu'elle repose historiquement sur un principe d'exclusion. Le citoyen antique impliquait déjà dans les limites de la cité la présence de plusieurs groupes d'exclus. A l'époque contemporaine qui nous intéresse, la citoyenneté comporte des degrés internes. Ces degrés internes renvoient à l'identification de l'appareil d'Etat à la société civile, identification bien sûr problématique, dans la mesure où l'appartenance communautaire s'exerce dans un réseau de relations sociales, distinct du champ politique. A travers des voix d'intellectuelles c'est l'histoire de ces négociations que nous avons voulu retracer, négociations nées entre le monde du travail, de la famille et la société politique.

60. Karen Offen, "The second sex and the baccalaureat", in Republican France, 1880-1924, French historical Studies, Spring 1983.

61. Etienne Balibar, "Propositions sur la citoyenneté", in "La citoyenneté" ouvrage coordonné par Catherine Whitel de Wenden, Edilig Fondation Diderot, Paris, 1988.



EUI WORKING PAPERS

EUI Working Papers are published and distributed by the
European University Institute, Florence

Copies can be obtained free of charge – depending on the availability of
stocks – from:

The Publications Officer
European University Institute
Badia Fiesolana
I-50016 San Domenico di Fiesole (FI)
Italy

Please use order form overleaf

Publications of the European University Institute

To The Publications Officer
European University Institute
Badia Fiesolana
I-50016 San Domenico di Fiesole (FI)
Italy

From Name

Address

.....

.....

.....

- ☐ Please send me a complete list of EUI Working Papers
☐ Please send me a complete list of EUI book publications
☐ Please send me the EUI brochure Academic Year 1990/91

Please send me the following EUI Working Paper(s):

No, Author

Title:

No, Author

Title:

No, Author

Title:

No, Author

Title:

Date

Signature



89/412

Gianna GIANNELLI/
Gøsta ESPING-ANDERSEN
Labor Costs and Employment in
the Service Economy

89/413

Francisco S. TORRES
Portugal, the EMS and 1992:
Stabilization and Liberalization

89/414

Gøsta ESPING-ANDERSEN/
Harald SONNBERGER
The Demographics of Age in
Labor Market Management

89/415

Fritz von NORDHEIM NIELSEN
The Scandinavian Model:
Reformist Road to Socialism or
Dead End Street?

89/416

Joerg MAYER
Reserve Switches and Exchange-
Rate Variability: The Presumed
Inherent Instability of the Multiple
Reserve-Currency System

89/417

José P. ESPERANÇA/Neil KAY
Foreign Direct Investment and
Competition in the Advertising
Sector: The Italian Case

89/418

Luigi BRIGHI/Mario FORNI
Aggregation Across Agents in
Demand Systems

89/419

H. U. JESSURUN d'OLIVEIRA
Nationality and Apartheid:

Some Reflections on the Use of
Nationality Law as a Weapon
against Violation of Fundamental
Rights

89/420

Corrado BENASSI
A Competitive Model of Credit
Intermediation

89/421

Ester STEVERS
Telecommunications Regulation in
the European Community: The
Commission of the European
Communities as Regulatory Actor

89/422

Marcus MILLER/Mark SALMON
When does Coordination pay?

89/423

Marcus MILLER/Mark
SALMON/
Alan SUTHERLAND
Time Consistency, Discounting
and the Returns to Cooperation

89/424

Frank CRITCHLEY/Paul
MARRIOTT/Mark SALMON
On the Differential Geometry of
the Wald Test with Nonlinear
Restrictions

89/425

Peter J. HAMMOND
On the Impossibility of Perfect
Capital Markets

89/426

Peter J. HAMMOND
Perfected Option Markets in
Economies with Adverse Selection

89/427

Peter J. HAMMOND
Irreducibility, Resource
Relatedness, and Survival with
Individual Non-Convexities

89/428

Joanna GOYDER
"Business Format" Franchising
and EEC Competition Law

EUI Working Papers as from 1990

As from January 1990, the EUI Working Papers Series is divided into six sub-series, each series will be numbered individually (e.g. EUI Working Paper LAW No 90/1).



July 1990

Working Papers in Law

LAW No. 90/1

David NELKEN
The Truth about Law's Truth

LAW No. 90/2

Antonio CASSESE/Andrew
CLAPHAM/Joseph H.H. WEILER
1992 – What are our Rights?
Agenda for a Human Rights
Action Plan

Working Papers in European Cultural Studies

ECS No. 90/1

Léonce BEKEMANS
European Integration and
Cultural
Policies. Analysis of a Dialectic
Polarity

ECS No. 90/2

Christine FAURE
Intellectuelles et citoyenneté
en France, de la révolution
au second empire (1789-1870)

Working Papers of the European Policy Unit

EPU No. 90/1

Renaud DEHOUSSE /Joseph H.H.
WEILER
EPC and the Single Act:
From Soft Law to Hard Law?

EPU No. 90/2

Richard N. MOTT
Federal-State Relations in
U.S. Environmental Law:
Implications for the European
Community

EPU No. 90/3

Christian JOERGES
Product Safety Law, Internal
Market Policy and the Proposal
for a Directive on General
Product Safety

Working Papers in Economics

ECO No. 90/1

Tamer BASAR/Mark SALMON
Credibility and the Value of
Information Transmission in a
Model of Monetary Policy and
Inflation

ECO No. 90/2

Horst UNGERER
The EMS – The First Ten Years
Policies – Developments –
Evolution

ECO No. 90/3

Peter J. HAMMOND
Interpersonal Comparisons of
Utility: Why and how they are
and should be made

ECO No. 90/4

Peter J. HAMMOND
A Revelation Principle for
(Boundedly) Bayesian
Rationalizable Strategies

ECO No. 90/5

Peter J. HAMMOND
Independence of Irrelevant
Interpersonal Comparisons

ECO No. 90/6

Hal R. VARIAN
A Solution to the Problem of
Externalities and Public Goods
when Agents are Well-Informed

ECO No. 90/7

Hal R. VARIAN
Sequential Provision of Public
Goods

ECO No. 90/8

T. BRIANZA/L. PHILIPS/J.-F.
RICHARD
Futures Markets, Speculation and
Monopoly Pricing

ECO No. 90/9

Anthony B. ATKINSON/John
MICKLEWRIGHT
Unemployment Compensation
and Labour Market Transitions:
A Critical Review

ECO No. 90/10

Peter J. HAMMOND
The Role of Information in
Economics

ECO No. 90/11

Nicos M. CHRISTODOULAKIS
Debt Dynamics in a Small Open
Economy

ECO No. 90/12

Stephen C. SMITH
On the Economic Rationale
for Codetermination

Working Papers in History

HEC No. 90/1

**Elisabeth ELGAN/Jan
GRÖNDAHL**

**Single Mothers in Early
Twentieth Century Sweden:Two
Studies**

HEC No. 90/2

Jean-Pierre CAVAILLE
**Un théâtre de la science et de la
mort à l'époque baroque:
l'amphithéâtre d'anatomie de
Leiden**

Working Papers in Political and Social Sciences

SPS No. 90/1

**Reiner GRUNDMANN/Christos
MANTZIARIS**

**Habermas, Rawls, and the
Paradox of Impartiality**